

JEAN-LOUIS SANCHEZ

La promesse de l'autre

**Parce qu'une société désunie
est une société désarmée**

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Extrait de la publication

La promesse de l'autre

Après le chacun pour soi, c'est maintenant la défiance qui caractérise les relations humaines dans notre pays. L'avenir s'obscurcit avec la crise, et les liens et les repères s'affaissent. Or, une société désunie est une société désarmée. La restauration de la confiance entre habitants et gouvernants s'impose donc dorénavant comme la toute première des priorités.

Et ce but n'est pas hors d'atteinte, car chacun découvre progressivement l'ampleur des dégâts engendrés par la progression de l'intolérance et de la violence ordinaire. Et l'on commence à admettre que s'il ne peut y avoir de fraternité sans sécurité, il ne saurait y avoir de sécurité sans fraternité. Autrement dit, comme l'avait annoncé Edgar Morin, avec la prise de conscience de la vulnérabilité vient le temps de la redécouverte de l'autre.

L'époque est donc propice pour interroger notre conception du vivre-ensemble et bâtir un autre projet de société. En somme, un nouveau contrat social qui se fonderait sur une autre conception de la citoyenneté, une autre approche de la solidarité et une autre manière de gouverner. Une ambition qui, loin d'être utopiste, s'avère possible, si l'on accepte de s'inspirer des nombreuses initiatives créatives, mobilisatrices et fructueuses qui jalonnent notre pays, pour bâtir de véritables politiques de revitalisation des liens éducatifs, sociaux et démocratiques. Avec pour cap de faire prévaloir dorénavant la promesse de l'autre sur les promesses éphémères des joutes partisans.

ISBN : 979-10-209-0077-7

© Les Liens qui Libèrent, 2013

Jean-Louis Sanchez

Jean-Louis Sanchez, expert en sciences politiques et en sciences sociales, a exercé diverses responsabilités dans le secteur public et le secteur privé avant de fonder, en 1990, l'Observatoire national de l'action sociale (ODAS), dont il est toujours délégué général. Parallèlement il a fondé l'Institut national du développement social ainsi que le *Journal de l'action sociale*, dont il est directeur de publication. Il est par ailleurs président du collectif Appel à la fraternité, qui a eu la responsabilité d'animer la Grande Cause nationale de l'année 2004 consacrée à la fraternité, et qui est dorénavant l'organisateur des Ateliers du vivre-ensemble, destinés à se dérouler dans toutes les grandes villes de France.



Du même auteur

Pour une République des maires ! Le vivre-ensemble à l'épreuve de la crise, L'Harmattan, 2008.

Réussir l'observation gérontologique : vieillissement et cohésion sociale, Dunod, 2003.

Décentralisation : de l'action sociale au développement social. États des lieux et perspectives, L'Harmattan, 2001.

Fraternité 2000 côte à côte, solidaires, ouvrage collectif, Autrement, 2000.

Action sociale : la décentralisation face à la crise, ODAS Éditeur, 1996.

Grand âge et dépendance, Édition ENSP, 1992.

Santé et précarité : du droit à la réalité, Édition ENSP, 1991.

Jean-Louis Sanchez

La promesse de l'autre

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

*À Karine Senghor, ma fille,
qui, par sa vigilance permanente, ses critiques bienveillantes,
sans oublier ses propositions plus pertinentes les unes que les
autres, a permis la réalisation de ce livre.*

PROLOGUE

Ce que l'autre m'a appris

28 mars 1939, port d'Alicante. Neuf mille désespérés tentent de fuir l'armée franquiste, aux portes de la dernière ville encore libre d'Espagne. Il ne reste plus qu'un seul recours pour éviter le peloton d'exécution : le *Stanbrook*, un charbonnier anglais de 1382 tonnes sur le point de récupérer sa cargaison commerciale pour rejoindre l'Angleterre. Et un capitaine, Andrew Dickson, confronté à un choix redoutable : renoncer à sa carrière ou à sa dignité.

C'est la promesse de l'autre qu'il choisit, en décidant d'embarquer 3028 personnes pour les débarquer vingt heures plus tard dans le port d'Oran, après avoir subi plusieurs bombardements de nuit. Il en perdra son métier, mais son geste, soixante-dix ans

après, continue d'alimenter, la confiance en l'homme de ceux qui refusent de la perdre.

Mes parents étaient de ce voyage, unis par les mêmes combats et les mêmes espérances. Ma mère, Asunciòn, ouvrière dans les usines de poupées d'Onil, et toujours disponible pour dire non à l'exploitation brutale des patrons de cette capitale du jouet, sur les hauteurs d'Alicante. Mon père, Josè, issu d'un tout autre milieu, celui d'une grande famille d'Andalousie, les Bohòrquez, en révolte contre son propre monde, au point de délaissier la magistrature dont il fut le plus jeune procureur de la République, pour s'engager dans la résistance au franquisme.

Deux vies sommées de quitter leur pays, pour en découvrir un nouveau, l'Algérie, confronté, lui aussi, au refus du dialogue avec, quelques années plus tard, le terrorisme des uns et le contre-terrorisme des autres. Comme si l'histoire, une fois de plus, avait cédé à la dramaturgie qui caractérise trop souvent le monde : celui de l'incompréhension, suivie du rejet, puis de la violence qui, en fin d'analyse, n'engendre aucun vainqueur.

De ma propre expérience de l'Algérie est née la même conviction que celle de mes parents : sans l'acceptation de l'autre, l'avenir n'est qu'une impasse. J'ai pu voir derrière les différences considérables

des communautés de ce pays, des espérances et des richesses communes que les puissants ont su masquer dans leur propre intérêt, au lieu de les sublimer dans l'intérêt de tous. L'Algérie aurait pu être, comme l'espérait mon père, non seulement une terre de soleil, mais aussi de lumière. Car derrière des communautés que tout paraissait opposer, s'épanouissaient des milliers d'aventures personnelles qui gommeaient la diversité des origines, des repères, des religions, au profit du dialogue et de l'amitié.

Et même après l'indépendance de ce pays, en 1962, j'ai pu observer chez de très nombreux Algériens, parce qu'il étaient convaincus que le divorce des communautés ne pouvait être irréversible, le souci persistant de tendre la main. Sinon, comment expliquer qu'en 1963, poussé par quelques amis lycéens, je me sois retrouvé au bureau de la toute jeune Union nationale des collégiens et lycéens algériens¹, moi qui, comme tous les jeunes pieds-noirs, avais cru en l'Algérie française? Sinon, comment expliquer le souvenir bouleversant d'un dîner frugal et silencieux, pris à la lumière d'une bougie, trois années plus tard,

1. C'est à la fin de cette année scolaire, après avoir obtenu mon baccalauréat, que j'ai découvert le goût de l'écriture en noircissant chaque semaine une pleine page d'un journal, *Alger républicain*, consacrée au cinéma et aux activités de la toute jeune Fédération des cinémas populaires à laquelle je collaborais.

avec l'un de mes élèves de CM2 de l'école des pères blancs d'Ighil Ali, en Kabylie? Parce que la maman qui nous servait discrètement avait perdu quatre ans plus tôt son mari tué par un soldat français, ce bref moment de répit sera pour moi la plus grande des leçons.

Ce livre est donc bien imprégné de cette fraternité méditerranéenne. Mais il est surtout la résultante d'un autre apprentissage, celui de l'exploration passionnée de notre pays, depuis un peu plus de quarante ans, à travers un cheminement professionnel et associatif diversifié. Je n'ai pas la prétention d'avoir choisi ma route, elle est le résultat d'épreuves, d'opportunités, de rencontres. Mais elle a toujours été balisée par la conviction que notre vulnérabilité individuelle (et celle de nos proches) est largement aggravée par notre vulnérabilité collective. Ce fut donc un objectif plus égoïste qu'altruiste d'avoir toujours voulu joindre l'ambition d'un parcours à l'illusion de son utilité.

C'est pourquoi je n'ai pas aimé mes quelques années d'enseignement universitaire à Limoges. J'y ai vu, surtout, un enseignement vertical sans ambition pédagogique, et une recherche juridique enfermée sur elle-même. Comme si la confrontation avec la réalité pouvait menacer trop de certitudes établies. J'ai alors

pris le chemin de l'administration territoriale, où j'ai pu découvrir l'engouement de l'action, mais aussi l'omniprésence du préjugé dans la définition des réponses. Comme si, là encore, la prise en compte du réel faisait peur parce que trop souvent subversive. C'est de ce fort ressenti qu'est né, en 1990, l'Observatoire de l'action sociale (ODAS¹). Avec une aspiration qui continue d'animer ses responsables : observer pour pouvoir réformer une société qui peine à exprimer sa confiance, faute d'en rechercher les voies.

Les travaux de l'observatoire ont d'ailleurs étayé trois hypothèses déterminantes : le déficit de liens peut nuire autant que le déficit de biens ; sans solidarité d'implication, la solidarité de droits s'épuise ; l'excès de normes assèche la démocratie. Et cela est fortement ressenti non seulement par les professionnels mais aussi par les élus. Des constats inquiétants, mais qui peuvent s'avérer stimulants, si les risques qu'ils engendrent deviennent alors les ressorts du changement.

Si j'en donne quelques exemples dans cet ouvrage, notamment à propos de la protection de l'enfance, ce

1. Malgré son caractère iconoclaste, cet observatoire a pu s'inscrire durablement dans le paysage institutionnel grâce au soutien actif dès sa création de personnalités soucieuses de préserver un espace indépendant d'évaluation, comme Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Fourcade, René Lenoir, Pierre Méhaignerie, Michel Dinet notamment.

n'est pas pour valoriser une institution que j'ai créé. Il s'agit de toute autre chose : prouver la corrélation entre l'expertise et l'éthique. De fait, la fraternité, fil rouge de cet ouvrage, n'obéit pas seulement à une quête philosophique ou spirituelle¹. Elle est tout simplement l'aboutissement de plus de vingt ans d'observation : s'il n'y a pas d'individu sans autonomie, il n'y a pas d'autonomie sans reconnaissance de l'interdépendance des individus.

C'est pour les mêmes raisons que ce prologue a été bâti autour d'un parcours personnel. Il n'est pas là pour le plaisir d'être exposé, mais pour mieux éclairer le lecteur sur l'origine des propositions avancées dans cet ouvrage. Car comme prenait plaisir à le dire Jean-Marie Tjibaou² qui, lui, a réussi le pari de la fraternité dans cette partie éloignée de l'Hexagone qu'est la Nouvelle-Calédonie, « ce qui compte, ce n'est pas le contrat, mais celui avec qui on le passe ».

1. C'est d'ailleurs en se référant à ce lien entre expertise et éthique que l'appel à la fraternité que nous lancerons en 1999 avec des élus de tout bord dont Jean-Paul Delevoye et Patrick Braouzec notamment, aboutira en 2004 à la consécration de la fraternité comme grande cause nationale à la demande du Premier ministre de l'époque, Jean-Pierre Raffarin. La démarche se poursuit aujourd'hui avec l'organisation régulière d'ateliers du vivre-ensemble dans de nombreuses villes de l'Hexagone.

2. Dirigeant indépendantiste kanak, signataire en 1988 des célèbres accords de Matignon qui ramenèrent la paix en Nouvelle-Calédonie après quatre ans de guerre civile.